



**PRÉFET
DE LA GIRONDE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Nouvelle-Aquitaine**

Unité départementale de la Gironde
Cité administrative
2, rue Jules Ferry
BP 55
33200 Bordeaux

Bordeaux, le 27/12/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/10/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

GT SOLUTIONS RESEAUX SPECIALISES

12 RUE DES BRUYERES
33450 Saint-Loubes

Références : 24-895

Code AIOT : 0100282272

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/10/2024 dans l'établissement GT SOLUTIONS RESEAUX SPECIALISES implanté 12 RUE DES BRUYERES 33450 SAINT-LOUBES. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection, objet du présent rapport, avait pour objet de vérifier la situation administrative du site exploité par la société GT Solutions à Saint-Loubès, non connue en tant qu'installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE).

L'inspection a été réalisée de manière inopinée.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GT SOLUTIONS RESEAUX SPECIALISES
- 12 RUE DES BRUYERES 33450 SAINT-LOUBES
- Code AIOT : 0100282272
- Régime : Néant
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site est un bâtiment d'environ 5000 m² et réalise des opérations de picking. Toutes les marchandises sont expédiées et l'exploitant a indiqué qu'il ne réalisait pas de stockage.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Situation administrative	Code de l'environnement du 25/10/2024, article R511-9 et son annexe	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au vu des informations présentées par l'exploitant lors de l'inspection, le site ne semble pas relever de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. Des précisions sont attendues, comme détaillé ci dessous, afin de confirmer cette conclusion

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 25/10/2024, article R511-9 et son annexe
Thème(s) : Situation administrative, Classement ICPE
Prescription contrôlée : <u>Article R.511-9 du code de l'environnement</u> La colonne " A " de l'annexe au présent article constitue la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. <u>Extrait de la nomenclature des installations classées :</u> Rubrique 1510 : Entrepôts couverts (installations, pourvues d'une toiture, dédiées au stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes) [...] 1. Entrant dans le champ de la colonne « évaluation environnementale systématique » en application de la rubrique 39. a de l'annexe de l'article R. 122-2 du code de l'environnement (A-1) 2. Autres installations que celles définies au 1, le volume des entrepôts étant : a) Supérieur ou égal à 900 000 m ³ (A-1) b) Supérieur ou égal à 50 000 m ³ mais inférieur à 900 000 m ³ (E) c) Supérieur ou égal à 5 000 m ³ mais inférieur à 50 000 m ³ (DC)
Constats :

Lors de l'inspection, l'exploitant n'a pu préciser le volume du bâtiment. En revanche, étant donné la superficie de 5000m² environ, le volume dépasse à minima les 5000m³. Par ailleurs, l'exploitant a précisé que les matières entreposées étaient en transit et ne restaient pas sur le site. L'inspection n'a par ailleurs pas constaté la présence de racks ou palettiers sur le site. Cela étant, en raison du caractère inopiné de la visite, l'exploitant n'a pu présenter les documents permettant de confirmer que l'ensemble des matières pouvaient être considérées comme encours de messagerie comme détaillé dans le Guide de l'application de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 (Guide "entrepôts")

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant confirme dans un délai de 30 jours :

- qu'il ne dispose pas de supports type racks ou palettiers pour le stockage de matières combustibles. A défaut, il précisera les matières présentes sur ce type de support et indiquera la quantité maximale de matières susceptibles d'être présente (en tonnes)
- qu'il ne réalise pas d'entreposage de matière sur plusieurs niveaux (hauteur maximale d'environ 3 mètres). A défaut, les matières stockées à partir du deuxième niveau seront à préciser également
- que les produits stockés disposent d'une destination finale / adresse d'expédition au plus tard à leur réception dans l'entrepôt. Les matières ne disposant pas de cette information seront à préciser également

A l'appui de ces confirmations, l'exploitant fournit tout document probant permettant d'attester de l'absence de stockage dans des quantités supérieures à 500 tonnes : fichier de suivi des réceptions/expéditions, quantité de matières ayant transité sur le site dans l'année, modalités mises en place pour la réception des produits,...

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois